

## **MAI 1968**

**Dans la première partie de cet article, parue dans le numéro 14 de "Regroupement Communiste", nous avons fait l'analyse des antécédents de ce mouvement sans précédent, de la façon dont ont été engagées et menées les négociations de Grenelle, de la façon dont la grève a été mise à la merci des politiciens de gauche**

### UN ECHEC ELECTORAL INELUCTABLE

Au lieu d'affaiblir les positions de la bourgeoisie et de son pouvoir, d'élever le niveau de conscience des masses, la stratégie du PCF (et ses répercussions dans la CGT) va conduire à la triste déconfiture électorale du 23 juin 1968. Les grévistes ont le sentiment d'avoir été dupés. La déception est profonde ; "pour en arriver là, ça ne valait pas le coup" était une des réflexions les plus courantes.

Plus fondamentalement, les dirigeants opportunistes ont ramené dans le cadre des institutions de la Ve République, et du jeu politique traditionnel, un mouvement qui pouvait les faire éclater. Au lieu de s'attacher à créer les conditions d'un double pouvoir les dirigeants du PCF et de la CGT ont tout fait pour l'empêcher. La direction de la CGT s'est violemment opposée à ce que se constituent des Comités rassemblant toutes les forces mobilisées contre le pouvoir. D'une part, elle affirmait que la CGT et ses syndicats étaient des cadres suffisants pour l'action, ce qui limitait cette action au terrain revendicatif et revenait à refuser aux masses le droit d'une intervention politique directe ; d'autre part, ils appelaient à la rescousse les politiciens bourgeois de gauche, comme si la politique était de leur seul ressort. (1)

De la même façon, ils ont remis en selle de Gaulle et Pompidou en allant négocier à Grenelle sans préalables, ensuite en faisant rentrer la grève pour aller voter (2). Les raisons de l'échec électorale n'ont jamais été dégagées, ni par le PCF, ni par la CGT, qui y ont vu la confirmation que le niveau des masses ne permettait pas de viser plus haut (3), répétant ainsi leur façon coutumière d'attribuer aux masses les conséquences de leur propre incurie. C'est de la grève générale de fait que les travailleurs tenaient toute leur force, bloquant la machine d'Etat, mettant le gouvernement dans l'impossibilité de gouverner. Une fois la grève rentrée, le gouvernement retrouvait son pouvoir et les travailleurs perdaient le leur ainsi que la force morale que donne le fait de se retrouver au coude à coude dans l'organisation de l'action.

Du même coup, les éléments des couches intermédiaires qui s'étaient rapprochés des forces vives du pays quand celles-ci s'exprimaient concrètement dans la grève, sont retournés sous l'aile du pouvoir restauré : coller au plus fort, c'est la solution la plus économique que

choisit toujours la masse des hésitants. Dans la même démarche, nombre de grévistes, qui avaient découvert dans le coude à coude de la grève des forces insoupçonnées, sont allés voter pour l'ordre établi, sentant qu'il n'était plus possible de relancer la grève pour le remettre en cause. Cela d'autant plus qu'il n'y avait pas la moindre structure de contre-pouvoir sur laquelle s'appuyer.

#### LE REPIT DONT L'IMPERIALISME AVAIT BESOIN

Montrant à quel point elle avait été dépassée par les événements, la direction du PCF en vint même à expliquer que Mai 68 était le résultat d'un complot du pouvoir, qui aurait fait exprès de "créer le vide" pour tendre un piège aux travailleurs ! Piège dont la clairvoyance de la direction du PCF les aurait heureusement préservés !!!

La réalité c'est que le pouvoir de la bourgeoisie en France, et l'impérialisme partout dans le monde étaient en proie à une crise profonde. La fin de la guerre du Vietnam, que nous avons évoquée, l'impérialisme US en avait besoin, non seulement à cause de la grave crise morale qu'elle provoquait aux Etats-Unis, mais pour recentrer sa stratégie sur l'Europe et le Bassin méditerranéen, et impliquer plus ses alliés des pays capitalistes d'Europe dans sa stratégie de guerre.

L'Etat d'Israël n'avait pas préparé ni exécuté tout seul la "guerre des six jours". Il n'était que l'instrument de l'impérialisme U.S. qui, face à la montée anti-impérialiste dans les pays arabes, face à la montée de la crise pétrolière qui s'annonce, face aux difficultés internes du système capitaliste international, avait besoin de renforcer ses positions au Moyen-Orient, région qui est aussi le flanc sud du camp socialiste.

Au lieu de faire en sorte que les travailleurs puissent tirer le profit maximum de cette crise, les dirigeants opportunistes ont fait rentrer la grève et inventé un «piège» illusoire pour se justifier. Ils ont plongé le mouvement ouvrier dans la démarche de l'union de la gauche qui conduit à la collaboration de classes. Ils ont ménagé au pouvoir en France et à l'impérialisme international le répit dont ils avaient besoin pour ajuster leur stratégie de guerre contre-révolutionnaire.

#### LE CHANTAGE A LA GUERRE CIVILE

"le choix à faire en mai était le suivant :

- ou bien agir en sorte que la grève permette de satisfaire les revendications essentielles des travailleurs et poursuivre, en même temps sur le plan politique, l'action en vue de changements démocratiques nécessaires dans le cadre de la légalité -c'était la position de notre parti;
- ou bien se lancer concrètement dans l'épreuve de force, c'est-à-dire aller à l'insurrection y compris en recourant à la lutte armée en vue de renverser le pouvoir par la force".(C.C. de Nanterre, juillet 1968)

Cette fausse alternative (capituler ou prendre le pouvoir par les armes) est l'alibi classique des opportunistes pour justifier la fuite devant leurs responsabilités (4). P. Juquin renchérisait alors dans "La Nouvelle Critique" : "les masses française dans les conditions présentes ne veulent pas de la guerre civile"(n' 16, sept 68)

Non, l'alternative n'était pas faire rentrer la grève pour aller voter ou engager la guerre civile. Les grandes luttes en cours étaient le résultat de l'explosion des contradictions de la société capitaliste. La classe ouvrière tenait sa force de la puissance et de la détermination du mouvement de grève, de son caractère général. Il s'agissait de pousser cet avantage au maximum, de mobiliser toutes les forces possibles pour laisser le moins de marge de manœuvre au patronat et au pouvoir. De préparer à la fois :

1/ dans la perspective du renforcement du mouvement, les voies, les structures d'un autre pouvoir, d'un gouvernement provisoire impliquant au maximum la participation des masses en lutte ;

2/ les positions de repli pour le cas ou un rapport de forces défavorable (un recul de la grève) obligerait à reculer.

Même dans cette seconde hypothèse, l'acquis politique d'une telle expérience est immense pour tous ceux qui l'ont vécue. Lénine avait coutume de dire que 1905 avait été la répétition générale de 1917 en précisant " si nous n'avions pas fait 1905, nous n'aurions pas pu prendre le pouvoir ".

#### UN AUTRE MAI 68 ?

Il faut répondre à cette question, à cette aspiration légitime, mais en étant bien conscient que l'histoire ne se répète pas. Nous avons vu que Mai 68 a été l'aboutissement d'une période de luttes anti-impérialistes incessantes, où l'opposition résolue au pouvoir gaulliste, affirmée en 1958 par le PCF, avait établi un lien direct entre le refus d'une politique et la mise en cause du pouvoir. On peut même dire qu'en mai 1968, la direction du PCF a reculé devant les conséquences d'une dynamique qu'elle avait contribué à créer par sa prise de position sans équivoque de 1958, pourtant hypothéquée par la stratégie du Programme commun officiellement lancée en octobre 1963.

Aujourd'hui, nous sommes dans le prolongement de plusieurs décennies de pratique opportuniste ayant débouché dans le PCF sur le réformisme, une participation gouvernementale désastreuse, après l'abandon morceau par morceau des positions communistes. Ces abandons ont en particulier entraîné la disparition quasi totale des luttes anti-impérialistes : ainsi les gouvernements successifs ont-ils pu mener la guerre au Tchad sans qu'aucune manifestation ne soit organisée. Ils ont entraîné une grave dégradation des organisations de masses où le réformisme a exercé des ravage en l'absence de militants sur des positions communistes.

Pourtant, la fin de 1986 et le début de 87 ont montré qu'il n'est pas vrai que la jeunesse de notre pays soit disposée à accepter les perspectives inhumaines de la société capitaliste, que le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier peuvent et doivent se rejoindre dans ce refus. Mais cette expérience encourageante a aussi révélé les limites actuelles de ces possibilités.

Les ravages exercés par le réformisme ont permis aux syndicats de collaboration de classes d'empêcher le mouvement de s'étendre, ne serait-ce qu'à l'ensemble du secteur public. La bourgeoisie peut encore se targuer d'une certaine résignation face à sa politique de guerre et aux gaspillages qu'elle entraîne. Mais encore une fois, il n'est pas vrai que les travailleurs, et en particulier la jeunesse étudiante et ouvrière accepteront de subir cette politique sans réaction, ni qu'ils sont insensibles aux luttes de libération anti-impérialistes qui se multiplient. Du Nicaragua aux Philippines et à la Corée du Sud, de l'Afrique du Sud à la Palestine, dans les DOM-TOM, les luttes contre le colonialisme et l'impérialisme se développent. Cela fait partie de la crise irréversible du capitalisme et ces luttes doivent se rencontrer avec celles des travailleurs des pays capitalistes. Pour cela, pour pouvoir tirer tout le profit possible de cette situation, il est nécessaire d'en finir avec le réformisme et de se préparer à pousser la lutte de classe jusqu'au bout.

Au cœur même de mai-juin 68 se trouve la question fondamentale de la dictature du prolétariat, de la stratégie, des structures d'organisation, des principes de fonctionnement qui en découlent.

" Un autre mai 68, pour en faire autre chose ", pour porter des coups décisifs au pouvoir de la bourgeoisie et à sa politique de misère et de guerre... Pour aller en ce sens, il faut un retour systématique aux positions communistes, aux positions de lutte de classe en toutes circonstances. Des positions résolument anticapitalistes, pour que le refus de subir la surexploitation amène la prise de conscience de la nécessité d'en finir avec le pouvoir de la bourgeoisie ; la prise de conscience que l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; qu'il faut chercher d'autres chemins que l'électoratisme et la soumission aux hommes politiques et aux institutions de la bourgeoisie. C'est là le contenu de ce que nous appelons "reconstruire le Parti communiste". Le développement d'une expérience révolutionnaire de masse, d'une vision claire des voies à suivre et des objectifs à atteindre, de l'organisation nécessaire, exigent en effet l'action obstinée, tenace, persévérante et quotidienne d'un parti révolutionnaire, un parti qui refuse de s'adapter au système et qui le combatte sans concession sur tous les plans : économique, politique et idéologique.

Robert DUMAS et Maurice LIONNET

(1) Les «Comités pour un gouvernement d'union populaire», qu'appelaient à constituer le PCF et la CGT n'étaient pas, en effet des

structures appelées à permettre aux masses l'intervention politique directe, mais des espèces de marchepieds offerts à Mitterrand et autres gérants de gauche du capitalisme.

(2) Il est certain que vu la façon dont avait été conduite l'action, il n'y avait plus d'autre solution. Pour pouvoir repousser le piège de l'élection législative, il avait fallu tenir un tout autre langage et avoir une tout autre démarche depuis le début...et avant.

(3) Ce n'est pourtant pas ce qu'ils expliquaient début juin, quand G. Séguy et R Buhl étaient sûrs de la victoire électorale qu'ils laissaient le soin à la prochaine Assemblée de régler le problème des ordonnances... ou quand Aragon, l'un des trois orateurs désignés pour le meeting de lancement de la campagne électorale exprimera l'exultation du C.C. devant l'erreur historique qu'avait, selon lui, commise de Gaulle en dissolvant l'Assemblée !!!

(4) Le même argument fallacieux a été employé à la Libération pour justifier le désarmement des milices populaires afin de pouvoir entrer au gouvernement. : ou dissoudre les milices ou la guerre civile. Non, il était possible d'exiger un statut légal pour les milices populaires, comme la bourgeoisie a obtenu le maintien de la garde-nationale à la Restauration (sous Louis XVIII, Charles X et Louis-Philippe.)

Trois articles encadrés

#### LE DELIRE ELECTORALISTE

•...presque tous les orateurs ce matin là (C.C. du 30-5-68) supputaient sur ce que vous pouviez faire, exprimant leur vœu, sans trop croire que vous leur feriez le plaisir d'y souscrire (...) ils disaient que le mieux pour nous serait que vous dissolviez cette chambre, principal obstacle à la satisfaction des désirs populaires et que, par des élections, vous ayez l'imprudence d'en faire élire une autre (...) vous annoncez que nous ne voudrions pas permettre une consultation de laquelle, en réalité, nous pensons qu'elle est le seul chemin profitable pour la France. L'amorce de cette voie pacifique où nous voulons nous engager.'

(Aragon, s'adressant à de Gaulle au meeting d'ouverture de la campagne des législatives de juin 68 - l'Humanité du 11-6-68)

#### LE PIEGE III

"En effet, le calcul du pouvoir était simple, face à une crise qu'il avait lui-même provoquée... il a escompté utiliser cette crise pour porter un coup décisif et durable à la classe ouvrière..." 'Nous avons tout lieu de considérer que c'est à une opération de ce genre...que se sont attachés les promoteurs de la campagne anticommuniste décidée au Congrès de Lille de l'UNR, à la fin de l'an dernier".

Ces propos incroyables sont extraits du rapport de Waldeck Rochet au C.C. de Nanterre, le 8-7-68. Ainsi, Mai 68 aurait été préparé au Congrès du parti gaulliste six mois avant ! Pourtant, le 25 mai, le B.P. avait estimé que de Gaulle s'évertue à retarder la fin de son pouvoir branlant en recourant au référendum'.

L'exemple de la lutte héroïque du peuple vietnamien, la solidarité qu'elle a entraînée dans le mouvement ouvrier et la jeunesse étudiante ont joué, dans l'avènement de Mai 68 un rôle déterminant dont il est difficile d'évaluer toute l'importance.

Quelle conjonction extraordinaire quand le 10 mai 1968 arrive à Paris la délégation vietnamienne du FNL, conduite par la camarade N'Guyen Thi Binh, pour les négociations auxquelles se trouvaient contraints les USA, et qui marquaient l'annonce de leur défaite. Nulle part cette rencontre pleine de signification révolutionnaire entre deux détachements du mouvement anticapitaliste mondial n'a été évoquée.

Cette perspective de la défaite de l'impérialisme le plus puissant au Vietnam entraînait une crise politique et morale de tout le système, crise dont la révolte étudiante en Europe et dans le monde était une expression.

Tant pour le mouvement ouvrier et étudiant en France que pour la révolution vietnamienne et les autres détachements anti-impérialistes, il eut été très important de profiter au maximum de cette crise politique pour entraver les plans de guerre contre-révolutionnaire de l'impérialisme.